

Les citoyens demandent une agriculture plus durable après la pandémie

© 28/05/2020 |  Terre-net Média

Les citoyens plébiscitent une agriculture alternative, des modes de transport moins polluants ou encore plus de moyens pour les hôpitaux après la pandémie, selon une consultation lancée par WWF et la Croix-Rouge, à laquelle ont participé 165 000 personnes.

Cette consultation, menée avec make.org, le groupe SOS, UnisCités et MouvementUp, « pour construire ensemble **le monde d'après la crise Covid-19** », était ouverte du 10 avril au 25 mai. 165 000 personnes, dont 60 % de femmes, y ont pris part et ont émis 20 000 propositions et 1,7 million de votes, selon un communiqué de presse.

Quatorze grandes idées s'en dégagent : « favoriser **la consommation locale et les circuits de proximité** », « se diriger vers **une agriculture alternative** », « limiter la production des déchets et favoriser le recyclage », « relocaliser certains secteurs économiques stratégiques en France et en Europe », « mettre l'environnement et le social au cœur des politiques publiques et de la fiscalité », « limiter les transports polluants », « mieux considérer les métiers essentiels » ou encore « donner plus de moyens aux hôpitaux ».

D'autres idées sont en revanche plus controversées, comme celle d'un revenu universel, interdire le déploiement de la 5G, ou modifier l'impôt sur le revenu et le patrimoine pour cibler les plus riches.

« Il y a eu une énorme participation » et « une certaine compréhension des défis à venir », commente Pierre Cannet de WWF France. Pour l'ONG, le résultat de cette consultation offre « un socle sur lequel on pourra s'appuyer pour formuler des mesures » pour orienter les plans de relance en train d'être élaborés par les États pour relancer leurs économies, explique-t-il à l'AFP.

À l'heure où la France, mais aussi l'Union européenne dans son ensemble, mettent des sommes colossales sur la table pour relancer l'économie, « cette consultation doit nous alimenter par rapport aux réponses apportées », poursuit Pierre Cannet. « Aujourd'hui, ce qui manque en France, c'est une vision d'ensemble : les plans de sauvetage ne sont pas des plans de transformation, transformation appelée par les citoyens dans leurs propositions », ajoute-t-il.

« Les solutions se trouvent dans les dynamiques de territoires et la confiance retrouvée dans les acteurs associatifs, économiques, sociaux et politiques de proximité », estime Jean-Christophe Combe, directeur général de la Croix-Rouge française, cité dans le communiqué.